

le capitalisme libéral, si débonnaire, mais bien avec les régimes inquisitoriaux et féodaux du moyen-âge. Par la suite, une première crise sans grande importance devait se produire au sein de la « Concentration » et entraîner la sortie du parti maximaliste, ce dernier après l'expulsion des gauches communistes du P. C. I., comme de tous les partis, visait à se reconstruire une base de soutien au sein de la classe ouvrière, entreprise qui devait d'ailleurs échouer pour la double raison que le triomphe du centrisme ne signifiait pas un simple incident dans la vie du prolétariat révolutionnaire, et que, d'autre part, l'héritage du centrisme ne pouvait être repris par une formation qui, comme le parti maximaliste, avait à son honneur la défaite de la révolution italienne.

Par ailleurs, une nouvelle organisation antifasciste allait surgir, en Italie particulièrement, au sein des classes moyennes et des couches d'intellectuels, et déterminer un mouvement d'opposition au fascisme qui devait se concentrer autour de la formule « Giustizia Libertà » (Justice et Liberté).

L'évasion des Iles de Lipari de trois déportés appartenant à ces couches, et dont l'un avait dirigé un parti qui s'assignait pour but la défense des intérêts d'une région de l'Italie, de la Sardaigne (Lussu), accéléra l'épanouissement politique de ce mouvement d'opposition, très confus dans ses formulations, mais parfaitement reconnaissable quant à sa nature, par l'appui qui lui était donné par les personnalités marquantes de la démocratie italienne ayant occupé des postes de tout premier ordre dans les gouvernements précédant Mussolini. Au point de vue programmatique, ce mouvement afficha d'abord une sympathie pour les partis socialistes, mais ensuite considéra que son orientation vers le socialisme signifiait aussi une opposition au parti socialiste, et que le problème urgent à résoudre résidait dans une rénovation profonde des organisations socialistes menacées par la décrépitude d'anciens cadres incapables de s'acclimater aux nouvelles situations créées par le fascisme. « Justice et Liberté » devait en arriver à préciser son programme par son rattachement à un autre mouvement qui avait vu le jour dans une grande ville industrielle de l'Italie, à Turin, et dont la thèse centrale consistait en ceci : l'Italie n'a pas encore connu une révolution bourgeoise d'une ampleur comparable à celle d'autres pays comme la France. La bourgeoisie italienne se serait trouvée au pouvoir sans que l'appareil de domination ancien des classes seigneuriales, féodales et ecclésiastiques ne soit ébranlé. La tâche essentielle consistait donc aujourd'hui à déterminer cette révolution, pouvant d'ailleurs se croiser avec l'ascension du mouvement prolétarien. Le titre de l'organe du mouvement de Turin « Révolution Libérale », indique assez nettement le but essentiel qu'il s'assignait au moment où son chef, un jeune intellectuel d'une grande valeur, devait mourir à l'étranger à la suite des persécutions qu'il avait endurées en Italie. Actuellement, « Justice et Liberté » fait de fréquents rappels au mouvement de la « Révolution Libérale » et parle très ouvertement de la nécessité d'un « nouveau socialisme ».

En octobre 1931, « Justice et Liberté » faisait son entrée dans la « Concentration Antifasciste » où on lui réserva la charge du travail à effectuer en Italie.

En considération du fait que les énergies prolétariennes ne se dirigeaient nullement vers le réformisme ou vers la « Concentration », il en résultait que cette dernière avait un intérêt primordial à trouver des éléments disposés à travailler en son nom au sein du mouvement italien, et ces éléments ne pouvaient provenir que des couches moyennes et intellectuelles influencées par « Justice et Liberté ». C'est ce qui explique les concessions faites par les réformistes qui, bien qu'étant l'axe de la « Concentration » à l'étranger, renoncèrent à tout contrôle du travail en Italie confié exclusivement à « Justice et Liberté ».

Après 1931, des divergences apparaissent au sein de la « Concentration », mais ce n'est pas en fonction de ces divergences qu'il sera possible d'expliquer la dissociation qui vient actuellement de se produire. Cela est d'ailleurs prouvé par le fait qu'au Conseil du 27 mai 1934, il fut encore décidé de maintenir le secret autour de la décision de dissolution : on espérait donc toujours trouver une voie de composition. D'ailleurs le parti socialiste, aussi bien que « Justice et Liberté », feront tous deux des propositions pour maintenir en vie la « Concentration », si ces propositions n'aboutissent point, cela ne tient nullement à l'opposition irréductible de ces

deux mouvements. En effet, le parti socialiste proposait de considérer désormais « Justice et Liberté » comme un nouveau parti ayant ses responsabilités propres, et étant de ce fait contrôlable par les autres partis et par la « Concentration » dans son ensemble pour le travail en Italie : des propositions qui n'avaient évidemment rien d'inacceptable pour « Justice et Liberté ». Cette dernière proposait, tenant compte qu'une alliance ne pouvait être que d'une durée limitée, de procéder au développement de cette alliance en un parti rassemblant toutes les organisations faisant partie de la « Concentration ». Cette proposition de « Justice et Liberté » découlait en somme d'une situation de fait où la revendication politique centrale étant commune (les différents partis proclamant que le but essentiel et préjudiciel à atteindre était d'abattre le fascisme), la dissolution des partis s'était déjà vérifiée. Il ne s'agissait donc en définitive que d'une consécration d'un fait accompli en réalité. Les dédaigneuses considérations opposées par le parti socialiste sur la nécessité du maintien de son organisation, ne permettent pas de parler d'une opposition irréductible des réformistes aux propositions de « Justice et Liberté », d'autant plus qu'à la réunion qui devait proclamer la mort de la « Concentration », le parti socialiste présenta un ordre du jour pour le maintien de cette dernière où il concluait ainsi : « L'unité d'action en Italie et à l'étranger sera réalisée par la « Concentration » et sous sa direction ». Mais puisque le but de la « Concentration » n'est pas un objectif limité et de portée directe, mais bien le renversement du fascisme, il est clair que cette organisation, que les uns et les autres voulaient sauver du naufrage, n'était en définitive qu'un parti unique où les différentes formations s'y trouvant, avaient cette signification que peuvent avoir des courants déterminés au sein d'un parti quelconque.

C'est donc ailleurs, non dans de profonds dissentiments internes, qu'il faudra rechercher les raisons qui ont déterminé la dissociation de la « Concentration ». Nous avons déjà dit que la position centrale de celle-ci était l'attente de la disparition du fascisme contre lequel se rangeraient la classe ouvrière, les paysans, les commerçants, les petits bourgeois dans leur ensemble, et même les grands capitalistes, reprenant le contrôle de leur volonté fourvoyée par les démons fascistes, se souvenant, heureusement à temps, que le règne du capital est le règne de la démocratie qui, seule, peut lui garantir de grandes conquêtes à l'intérieur, aussi bien qu'à l'étranger. Il est aussi connu que la position centrale de la « Concentration » était la formule de « l'isolement moral du fascisme », c'est-à-dire concrètement l'appui aux gouvernements dits démocratiques, afin que ceux-ci hâtent la chute du gouvernement de Mussolini.

Ceci dit, si l'on examine maintenant la réponse que les événements ont donné au plan politique sur lequel la « Concentration » s'était fondée, il ne sera pas difficile de constater que l'absence d'une insurrection prolétarienne, d'un mouvement pour la défense des intérêts partiels des ouvriers finissant par poser directement le problème du pouvoir, a permis au fascisme de procéder à la conversion des rentes, à l'augmentation des impôts, à la réduction des salaires, au plébiscite, à la réforme corporative, sans que le processus escompté de son effritement se vérifie, alors que par contre se vérifiait son renforcement constant. C'est ici que nous trouverons la raison de la mort de la « Concentration ». Son acte de décès s'établit, non pas en fonction d'une opposition entre les partis qui la composait, mais découle de l'atmosphère politique où elle s'agitait, finissent par asphyxier ceux qui s'y trouvaient.

Au fond, la dissolution de la « Concentration » n'est donc qu'une confirmation éclatante de la thèse communiste qui affirme que seul le mouvement prolétarien pourra réaliser les conditions réelles pour le renversement du mouvement fasciste, et que les formations démocratiques, antifascistes et autres, ne pourront jamais mener une lutte mettant en danger le régime fasciste. Sept années d'un front unique organique, loyal, sincère, réalisé au sein de la « Concentration Antifasciste » italienne, n'aliénant nullement les prérogatives spécifiques à chaque parti, donc une formule de « Front unique » qui correspond à celle revendiquée par certains milieux prolétariens, n'auront pu susciter la moindre lutte contre le fascisme, alors que les conditions en Italie, la crise économique et les mesures de spoliation imposées par